ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Changement de nom de famille

Question écrite n° 13420

Texte de la question

M. Olivier Falorni attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur les délais de traitement des demandes en changement de nom de famille par le service du Sceau au ministère de la justice. En effet, la forte progression de ce type de demande, qui entraîne un travail plus important pour les services concernés, et ce, malgré la bonne volonté des employés, a pour effet une augmentation inquiétante des délais de traitement des demandes et une attente anormalement longue pour les requérants. Les dossiers peuvent ainsi connaître un retard pouvant aller jusqu'à plus de deux ans dans l'analyse des nouvelles demandes. C'est pourquoi, il souhaiterait connaître l'intention du Gouvernement pour remédier à cette situation et renforcer les moyens humains de ce service.

Texte de la réponse

La durée des procédures en changement de nom de famille auprés de la section du Sceau a effectivement connu une situation peu satisfaisante. Cette situation fait l'objet d'une attention redoublée depuis le début de l'année, notamment sous l'angle des outils susceptibles d'améliorer les délais de traitement des dossiers. Ainsi, tout d'abord, dans le cadre de la politique de transformation numérique du ministère de la Justice, un projet de dématérialisation du Sceau est en cours d'élaboration. Son déploiement est prévu pour l'été 2020. Il permettra aux demandeurs de saisir le service en ligne et de suivre l'état d'avancement de leur demande.Par ailleurs, un travail d'évaluation de l'organisation, du circuit des décisions et plus largement, du fonctionnement de la section du Sceau a été mené pour en améliorer l'efficience. Ce service a été renforcé depuis le début de l'année, ce qui a permis une résorption des dossiers en attente de plus de 50% et une diminution des délais de traitement.

Données clés

Auteur : M. Olivier Falorni
Circonscription : Charente-Maritime (1re circonscription) - Libertés et Territoires
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 13420
Rubrique : Administration
Ministère interrogé : Justice
Ministère attributaire : Justice

Date(s) clée(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 21 janvier 2019
Question publiée au JO le : 23 octobre 2018, page 9504
Réponse publiée au JO le : 15 octobre 2019, page 9031